



MAIRIE DE
GOMMECOURT

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DES YVELINES (78)
ARRONDISSEMENT DE MANTES-LA-JOLIE - CANTON DE BONNIERES

MAIRIE DE GOMMECOURT

78270

12 bis, rue des écoles

☎ 09.81.41.65.90

**Procès-verbal du conseil Municipal du mercredi 13 novembre
2024
à la mairie à 19h**

Présents :

M. le Maire Gérard Solaro

Les conseillers municipaux : M. Patrick Hérouin (adjoint au maire), Mme Clara Momenceau, Mme Sylvie Michanol, Mme Nadine Viers, M. Ramzi Ben Mansour, M. Didier Bertolo, M. Sylvain Cosnier, M. Olivier Fouquereau, M. François Macaire et M. Arnaud Thomas

Absents excusés : Mme Laetitia Bouin

Mme Nadine Viers est désignée secrétaire de séance

1. Décision modificative n°1

Monsieur le Maire dit qu'il convient de prendre la décision modificative suivante afin de régulariser le transfert des frais d'étude pour les travaux de l'église sur un compte définitif.

Compte recettes 203/041 + 18 120€

Compte dépenses 2135/041 + 18 120€

Le conseil municipal à l'unanimité, adopte la décision modificative n°1

2. choix du prestataire pour la fourniture des repas de cantine

Monsieur le Maire présente les offres reçues pour la fourniture des repas cantine
Quatre sociétés ont été sollicité, deux ont répondu :

La société CONVIVIO pour un montant de 3.45€ HT

La société YVELINES RESTAURATION pour un montant de 3.14€ HT

La société LEROY TRAITEUR pour un montant de 3.79€ HT

Le conseil municipal à l'unanimité, choisit l'entreprise LEROY TRAITEUR.

3. Adhésion de la commune de Bazoches-sur-Guyonne au SEY

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L5211-18 ;
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, portant sur la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;
Vu la délibération de la commune de Bazoches sur Guyonne en date du 11 avril 2024 ;
Vu la délibération du SEY 2024-50 acceptant l'adhésion de la commune de Bazoches sur Guyonne à sa compétence électricité ;
Vu les statuts du SEY ;
Considérant que la commune de Gommecourt est adhérente au SEY ;
Considérant que la mutualisation des besoins et l'accroissement du nombre de collectivités adhérentes au SEY permet notamment de bénéficier de moyens financiers plus importants pour les travaux d'enfouissement ou d'amélioration des réseaux d'électricité ;
Le conseil municipal à l'unanimité,

Donne un avis favorable à l'adhésion de la commune de Bazoches sur Guyonne au SEY.

4. Règlement du service des déchets verts

Après échanges, il est décidé de ne pas rédiger un règlement du service des déchets verts mais de rappeler, dans un courrier rédigé par M. le Maire, que :

- Le service des déchets verts est un service gratuit réservé aux habitants de la commune
- Le nombre de sacs à sortir le dimanche soir ne devrait pas dépasser le nombre de 5 par ramassage effectué par les employés communaux.
- Les sacs doivent être remplis entièrement avant d'être sortis.
- Les sacs ne doivent pas être sortis en cas de pluie.

Les sacs ne doivent pas contenir autre chose que des déchets végétaux et petits branchages.

5. Prescription de la révision du PLU

La commune de Gommecourt dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23 juin 2005. Le PLU est un document d'urbanisme stratégique, réglementaire et évolutif permettant la mise en œuvre de la politique communale en termes d'aménagement du territoire en application des textes législatifs en vigueur.

Depuis l'approbation du PLU, de nouveaux enjeux nationaux ont été traduits dans les textes législatifs. Par ailleurs, l'évolution du contexte social, démographique, économique et climatique nécessite de parfaire les objectifs communaux qui seront à conjuguer avec les évolutions législatives en faveur de l'agriculture, du logement ou encore du développement durable.

Monsieur le Maire indique qu'afin de prendre en compte les évolutions du contexte législatif et réglementaire ainsi que les projets urbains de la collectivité en matière de planification urbaine telle que souhaitée par l'équipe municipale, il est opportun pour la commune de réviser le PLU au titre de l'article L153-11 du code de l'urbanisme.

La révision générale permettra de mener une nouvelle réflexion sur le développement communal à moyen terme afin d'assurer un urbanisme maîtrisé. Il convient également d'y intégrer le plus en amont possible les enjeux du développement durable, conformément aux principes fondamentaux énoncés par les articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire précise au conseil municipal les principaux objectifs poursuivis pour la réflexion globale sur la stratégie et le devenir du territoire :

- Intégrer les objectifs de la loi Climat et Résilience dans un nouveau projet de territoire, afin de renforcer la prise en compte du développement durable ;
- Prendre en compte les obligations du SDRIF-e ;
- Adapter la politique de l'habitat au cadre de vie et à l'identité de la commune, en cohérence avec les besoins identifiés ;
- Maîtriser l'urbanisation du territoire, permettant de réduire la consommation foncière des espaces agricoles, naturels et forestiers ;
- Valoriser le cadre de vie urbain et paysager de la commune ;
- Préserver les espaces agricoles ;
- Pérenniser et conforter l'économie ainsi que les équipements publics ;
- prendre en compte des déplacements urbains et des déplacements doux, en s'appuyant sur un réseau structurant ;
- Composer avec les enjeux environnementaux et intégrer la gestion des risques naturels ;
- Développer un projet de territoire résilient et innovant prenant en compte la transition écologique et énergétique.

Ainsi, le PLU doit concourir à un développement durable du territoire en respectant les principes généraux de l'urbanisme énoncés dans les articles L101-2, L101-2-1, L110 et L151-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'ensemble des objectifs définis ci-dessus constitue la phase actuelle de la réflexion communale. Ils pourront évoluer, être complétés, éventuellement revus ou précisés en fonction des études liées à la révision du PLU.

Modalité de la concertation :

Au titre de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, la procédure de révision générale du PLU doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public aux heures d'ouverture de la mairie et tout au long de la procédure, d'un registre destiné à recueillir toutes les observations et suggestions.
- Informations sous forme d'article dans le bulletin municipal.
- Informations régulières sur le site Internet de la Commune.

Le public pourra également formuler ses observations et remarques par courrier adressé par voie postale à Monsieur le Maire à l'adresse suivante : 12 bis rue des Ecoles 78270 Gommecourt.

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

Ce dispositif sera accompagné des mesures de publicité prévues par la loi.

A l'issue de la concertation, un bilan sera dressé au regard des observations émises, et présenté par Monsieur le Maire au Conseil Municipal qui en délibérera.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-31 et suivants et L103-2 et suivants,

VU la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite Grenelle 2 du 12 juillet 2010,
VU la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014,
VU la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017,
VU la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience du 22 août 2021,
VU la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) du 10 mars 2023,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,

DECIDE de prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire de la commune, conformément aux dispositions des articles L153-31 et suivants et L103-2 et suivants du code de l'urbanisme.

D'APPROUVER les objectifs poursuivis de cette révision tels que définis ci-dessus.

D'OUVRIER à la concertation le projet de révision du PLU tel que définis ci-dessus

DE CONSTITUER une Commission Technique Municipale.

DE DECIDER que conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, l'autorité compétente peut surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable.

DE NOTIFIER la présente délibération, conformément à l'article L132-7 du Code de l'Urbanisme à :

- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Président du Conseil Régional,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental,
- Monsieur le Président de l'établissement public du SCOT,
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Portes de l'Île de France,
- Aux représentants des chambres consulaires (agriculture, métiers, commerce et industrie),
- A Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Yvelines.

DIT que la présente délibération sera transmise pour information aux Maires des communes limitrophes.

DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un délai d'un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le Département, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Avancement des commissions

Commission travaux

Olivier Fouquereau signale qu'il faudra finaliser le bateau en haut de la rue des Ecoles, réalisé puis endommagé par l'intervention d'engins. Le propriétaire assure qu'il va s'en occuper.

5. Questions diverses

- Après la fête communale, M. le Maire a reçu le président de l'ALCS, Jean-Paul Deschamps avec le conseiller municipal chargé du matériel, Olivier Fouquereau, qui avait

constaté divers petits dégâts sur du matériel de la commune. M. le Maire donne lecture du courrier qu'il a adressé ensuite au président de l'ALCS, à la demande de ce dernier, dans lequel il lui demandait de veiller au bon état du matériel prêté. M. le Maire procède également à la lecture du courrier que lui ont adressé en réponse, le président de l'ALCS et tous les membres du bureau de l'ALCS, (à l'exception de Nadine Viers, pour éviter toute confusion avec sa fonction de conseillère municipale), dans lequel il est proposé que le responsable du matériel soit présent lors de la prise de celui-ci et de son retour et que soit établi un constat des matériels et locaux à l'occasion des animations et événements organisés par l'ALCS.

Les conseillers municipaux prennent acte de cette proposition et, constatant que les dégâts étant mineurs, ils décident que l'échange de courrier n'appelle aucune suite, en soulignant l'importance des activités de l'ALCS pour l'animation du village.

- Stationnement sur les trottoirs

A la suite d'abus de plus en plus fréquents qui mettent en danger les piétons, M. le Maire rappelle que le stationnement sur les trottoirs de la commune est strictement interdit et passible d'une amende.

M. Olivier Fouquereau considère que des trottoirs, en particulier rue des Ecoles et rue du Temple, ont été créés sur les propriétés privées, ce qui n'autoriserait pas à verbalisation.

- M. Patrick Hérouin informe des travaux effectués rue des Bâtards et des travaux d'Enedis à Clachaloze. Le poste de distribution électrique sera installé avant la fin de l'année et les branchements effectués début 2025.

- M. Patrick Hérouin signale également que des gravats, qui auraient dû être évacués par l'entreprise qui a procédé à la démolition de deux maisons sinistrées à Clachaloze, ont été retrouvés dans une grotte condamnée et interdite d'accès à tous. Des explications vont être demandées à l'entreprise.

- Après le déplacement de gendarmes, à la demande de M. le Maire après la plainte de riverains, sur la vidange répétée d'un véhicule rue de la Prairie ainsi qu'un stationnement ventouse rue de la Glacière, aucune infraction caractérisée n'a été relevée par la maréchaussée.

- Avancement des travaux de l'église

M. François Macaire informe que les travaux de reprise en sous-œuvre du transept nord de l'église sont terminés. La réception du chantier aura lieu le 29 novembre, dans les temps. Auparavant, dans la semaine du 25 novembre, l'échafaudage va être démonté et la pelouse derrière l'église remise en état. La restauration des vitraux pourra commencer d'ici un an.

Fin de la séance à 21 h 15

Le Maire
Gérard Solaro

La secrétaire
Nadine Viers